

Etablissement support  
Filière : Pharmacie Dispositif Médicaux

Avril 2021

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **PHDM 21-004**

## **PROCEDURE ADAPTEE**

Organisé en application des dispositions  
du Code de la Commande Publique

ACCORD CADRE  
A BONS DE COMMANDE  
SANS MINIMUM AVEC UN MAXIMUM

## **FOURNITURE DE SOLUTES**

# SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
INTRODUCTION.....	3
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 : PROCEDURE DE REFERENCE.....	3
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS .....	3
ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 6 : NATURE ET FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE .....	4
ARTICLE 8 : RECONDUCTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 9 : MODALITES D'EXECUTION / COMMANDE.....	5
ARTICLE 10 : GARANTIES TECHNIQUES.....	5
ARTICLE 11 : OBLIGATION DE RESERVE ET CONFIDENTIALITE.....	5
ARTICLE 12 : CONDITIONS D'EXECUTION DES COMMANDES .....	6
ARTICLE 13 : DELAI DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 14 : CONDITIONS DE LIVRAISON .....	6
ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNEES SECURITES (RGPD) .....	7
ARTICLE 16 : CHANGEMENTS DE REFERENCES .....	7
ARTICLE 17 : OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION .....	8
ARTICLE 18 : TRAVAIL DISSIMULE .....	8
ARTICLE 19 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE.....	8
ARTICLE 20 : AVANCE .....	9
ARTICLE 21 : DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT .....	9
ARTICLE 22 : DELAI DE PAIEMENT .....	10
ARTICLE 23 : ESCOMPTE POUR PAIEMENT ACCELERE.....	10
ARTICLE 24 : INTERETS MORATOIRES.....	10
ARTICLE 25 : ETABLISSEMENT DES FACTURES - MODALITES DE REGLEMENT .....	10
ARTICLE 26 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....	11
ARTICLE 27 : MODIFICATION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 28 : CONDITIONS DE RESILIATION .....	12
ARTICLE 29 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	12
ARTICLE 30 : LITIGES.....	12

## **INTRODUCTION**

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- . Centre hospitalier de Château du Loir
- . Centre hospitalier de La Ferté Bernard
- . Centre hospitalier du Lude
- . Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (composé des centres hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- . Centre hospitalier de Saint Calais
- . Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- . Pôle Santé Sarthe et Loir
- . EHPAD de Bessé sur Braye

**Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.**

- **Centre Hospitalier du Mans**  
194 avenue Rubillard  
72037 LE MANS Cedex 9

## **ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES**

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par la Directrice Générale par intérim, représentant le pouvoir adjudicateur des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

## **ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la **FOURNITURE DE SOLUTES**

## **ARTICLE 3 : PROCEDURE DE REFERENCE**

La consultation est organisée dans le cadre d'une **procédure adaptée** conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-4 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS**

La consultation comporte **1 lot unique** :

Lot n° 1: SODIUM CHLORURE 0.9% SOL.P/IRRIGATION-3 LITRES

## **ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, gérées par modification marché (avenant, acte de sous traitance) et/ou par mise au point du marché, (\*),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes, (\*)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes, (\*)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009) *(Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation)*,
- l'offre technique et financière du titulaire, (\*)

(\*) dont seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

En cas de contradiction, les stipulations des pièces contractuelles précitées prévalent dans l'ordre ci-dessus mentionné.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

## **ARTICLE 6 : NATURE ET FORME DU MARCHE**

L'accord-cadre est **sans minimum** et **avec un maximum** passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

**Le montant maximum pour la durée du marché est de 180 000 € HT.**

Les quantités annuelles indicatives sont précisées sur le document « Catalogue des besoins » annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## **ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE**

Le marché sera conclu pour une période à **compter du 01/08/2021 ou de sa date de notification si elle est postérieure, et ce, jusqu'au 31/07/2022.**

## **ARTICLE 8 : RECONDUCTION DU MARCHE**

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, cet accord cadre fera l'objet d'une tacite reconduction d'année en année pour **une durée de l'accord cadre maximum de 4 années**. Le titulaire ne peut la refuser.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire le marché, il l'exprimerait par écrit **deux mois au moins** avant chaque échéance.

Le titulaire de l'accord cadre ne pourra refuser la reconduction.

La date limite d'effet de l'accord cadre pourra donc être le **31/07/2025**.

## **ARTICLE 9 : MODALITES D'EXECUTION / COMMANDE**

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de bons de commande signés du responsable de la Pharmacie, ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- la date d'émission,
- la référence de l'accord cadre, numéro du lot,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation de l'article ou du produit,
- le code UCD (si applicable),
- la quantité demandée,
- le lieu et la date et heures de livraison,
- le prix unitaire HT de chaque article ou produit,
- le prix total HT et TTC.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

Dans tous les cas, les bons de commande sont :

- soit faxés au fournisseur
- soit transmis par voie électronique selon les possibilités offertes par le fournisseur

## **QUALITE DE LA FOURNITURE**

Les caractéristiques techniques, auxquelles doivent répondre les fournitures, sont énumérées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP).

## **ARTICLE 10 : GARANTIES TECHNIQUES**

Conformément aux prescriptions du C.C.A.G. FCS, les articles seront garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission jusqu'au moment de leur utilisation, sous réserve de conditions de stockage conformes aux règles et aux usages.

Pour les produits comportant une date limite d'utilisation, celle-ci devra être au moins égale aux 2/3 de la période de validité (à compter du jour de la livraison). Au cas où cette durée de validité ne serait pas respectée, les produits seront renvoyés en port dû.

## **ARTICLE 11 : OBLIGATION DE RESERVE ET CONFIDENTIALITE**

Comme indiqué au CCTP, à l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et à détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

## **ARTICLE 12 : CONDITIONS D'EXECUTION DES COMMANDES**

**En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement, d'arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures objets de l'accord cadre**, le titulaire doit proposer un produit de remplacement. Le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement sera le même.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas fournir et/ou livrer la marchandise retenue ([contingemment](#), [problème temporaire d'approvisionnement](#), [arrêt de fabrication ou de commercialisation](#)) dans le cadre de l'accord cadre, la pharmacie de l'établissement concerné pourra alors s'adresser au fournisseur de son choix pour les quantités prévues sur le bon de commande, **le titulaire ayant à sa charge la différence de prix**, conformément à l'article 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services.

### **Continuité des approvisionnements**

Le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions afin de garantir la continuité et la régularité des approvisionnements et éviter toute interruption dans la distribution au sein du Groupement Hospitalier de Territoire. En cas d'intempéries, de grève, ou tout autre problème de transport, le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer les approvisionnements.

Notamment dans le cas où le jour de livraison n'est pas un jour ouvrable, le titulaire doit convenir avec le pharmacien, au moins une semaine à l'avance, d'un éventuel changement de date.

## **ARTICLE 13 : DELAI DE LIVRAISON**

Le titulaire du marché mentionnera impérativement le **délai de livraison maximum des articles**, à compter de la date de réception du bon de commande. Ce délai lui sera opposé en cas de retard de livraison conformément aux stipulations de l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) de Fournitures Courantes et de Services (FCS).

## **ARTICLE 14 : CONDITIONS DE LIVRAISON**

Les produits devront être livrés à l'adresse et dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par le Pharmacien gérant ou par son représentant, de l'établissement membre du GHT 72 (cf. les coordonnées des établissements membre du GHT 72 en introduction du présent document)

A la livraison, le titulaire remettra à l'établissement concerné les documents suivants rédigés en langue française :

- Un bordereau indiquant :
  - Le lieu et la date de livraison
  - L'identité du fournisseur
  - Les références du bon de commande
  - La quantité commandée et quantité livrée
  - La désignation de chaque article.

Les conditions seront les suivantes :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire de l'accord cadre.
- Le déchargement de la marchandise sera effectué par les soins du titulaire.
- Le transporteur devra disposer d'un camion muni d'un hayon et d'un transpalette.
- La livraison sera assurée par petit porteur (les semi-remorques et les gros porteurs ne peuvent circuler dans l'enceinte de l'établissement).
- Les livraisons seront faites sur palette "EUROP" consignées, de dimensions 80 x 120 cm, hauteur maximale d'1,5 m. L'ensemble palette et marchandise doit être filmé avec les indications des produits parfaitement lisibles (orientées vers l'extérieur). Les palettes ne devront pas être gerbées.
- Une même référence devra impérativement être regroupée sur une même palette ou un même niveau si la quantité est inférieure à une palette.
- Sur l'emballage doivent figurer très clairement les conditions de stockage.
- Les articles **livrés** par le titulaire de l'accord cadre devront être en tous points **conformes aux spécimens** fournis préalablement s'ils ont été demandés par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.
- Le titulaire de l'accord cadre devra respecter impérativement les délais de livraison et dans la mesure du possible la date indiquée sur le bon de commande,
- En cas d'impossibilité de livraison (partielle ou totale), le titulaire devra impérativement en informer l'établissement ayant passé la commande,
- Les horaires de livraison seront indiqués sur le bon de commande de chaque établissement partie du GHT 72.

Les articles livrés par le titulaire de l'accord cadre devront être en tout point conforme aux échantillons fournis préalablement s'ils ont été demandés par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

#### **ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNEES SECURITES (RGPD)**

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

#### **ARTICLE 16 : CHANGEMENTS DE REFERENCES**

Dans l'hypothèse d'un changement de références d'un article, sans incidence sur le prix, le titulaire devra adresser systématiquement à la Pharmacie du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, une nouvelle grille de références avec correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature pour un meilleur suivi de la facturation.

## **ARTICLE 17 : OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION**

### **A) VERIFICATION**

Lors de la livraison, la marchandise sera déchargée puis vérifiée en présence du titulaire ou de son préposé, hors modalités particulières définies par le responsable de la Pharmacie de l'établissement de santé concerné.

Les quantités facturables seront celles reconnues contradictoirement par le titulaire et le responsable de la Pharmacie de l'établissement membre concerné ou de son représentant.

Les personnes chargées de la vérification ou de l'admission des articles s'assureront que leur qualité est bien conforme aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les produits refusés devront être retirés sans délai. A défaut d'enlèvement immédiat, ils seront retournés en port dû à l'adresse du titulaire. L'établissement concerné, membre du GHT 72 décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces produits refusés.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pharmacien de l'établissement concerné et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord de l'établissement de l'établissement concerné.

### **B) ADMISSION**

L'admission sera prononcée par le responsable de la Pharmacie de l'établissement membre concerné ou de son représentant. Le cas échéant il visera le bon de livraison remis par le titulaire.

## **ARTICLE 18 : TRAVAIL DISSIMULE**

Conformément aux dispositions du Code du Travail, le titulaire devra prouver tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, sa conformité dans le domaine des règles relatives au travail dissimulé (pièces prévues aux articles D8222.5 et D8222.7 du Code du Travail : attestation « vigilance »). **Les documents devront être transmis sans que le Centre Hospitalier en ait à faire la demande.**

## **ARTICLE 19 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

### **A - Responsabilité**

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages qu'il peut causer directement ou indirectement :

- \* à son personnel ou à des tiers.
- \* à ses biens, aux biens de l'établissement concerné ou à ceux de tiers.

### **B - Assurances**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.



Dans un **délai de 5 jours maximum**, à dater de la **notification du marché**, le titulaire devra justifier auprès de la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, qu'il a souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie.

L'attestation de son assureur indiquera la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire devra fournir au Centre hospitalier, chaque année du marché, une attestation en cours de validité.

## **ARTICLE 20 : AVANCE**

Conformément aux dispositions des articles de R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la Commande Publique, une avance sera accordée au titulaire du marché, sauf s'il y renonce, au cas où le montant du bon de commande serait supérieur à 50 000 Euros H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution serait supérieur à deux mois.

Néanmoins l'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

L'avance est égale à 10 % du montant du bon de commande conformément aux dispositions de l'article susmentionné.

## **ARTICLE 21 : DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT**

Le régime des prix faisant l'objet du présent marché est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Les prix indiqués dans l'offre sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres charges, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'immobilisation, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Ils s'entendent toutes taxes comprises, emballages perdus, marchandises livrées franco de port.

## **PRIX REVISABLES**

Les prix de base proposés dans l'offre seront des prix **révisables**.

**Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première période du marché.**

Au-delà de cette période, un **ajustement** du prix sera possible à chaque échéance annuelle. Dans ce cas, il devra être demandé par le titulaire **trois mois au moins avant chaque échéance annuelle**. Aucune demande ne pourra être acceptée au-delà de ce moment.

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, avec tous les éléments la justifiant. Elle sera à présenter par la mise à jour des annexes financières du marché.

Un ajustement proposé supérieur à 0.3 % et évalué par rapport à la situation économique et par rapport aux conditions de la concurrence pourra être un motif d'absence de reconduction du marché. Dans ce cas aucune indemnité ne pourra être attribuée au titulaire.

En cas de baisse de ses prix, le titulaire devra en faire bénéficier les établissements membres du GHT 72, à tout moment dans les mêmes conditions que pour l'ensemble de sa clientèle.

**Les produits du catalogue dans la même catégorie dont le titulaire aura transmis le % de remise dans son offre seront intégrés aux marchés. Il en va de même pour le complément de gamme proposé dans l'offre de prix.**

#### **ARTICLE 22 : DELAI DE PAIEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai pourra être réduit au cas où le titulaire du marché aura fait une proposition d'escompte pour paiement accéléré.

#### **ARTICLE 23 : ESCOMPTE POUR PAIEMENT ACCELERE**

Si le titulaire a proposé un escompte pour paiement accéléré et que cela a été accepté par l'établissement concerné, le montant de cet escompte sera déduit par le Directeur des Achats ou son représentant lors du règlement de la facture.

#### **ARTICLE 24 : INTERETS MORATOIRES**

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

#### **ARTICLE 25 : ETABLISSEMENT DES FACTURES - MODALITES DE REGLEMENT**

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Conformément aux dispositions du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures devront porter les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de la facture,
- les nom et adresse du créancier,
- le destinataire de la facture,
- le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion),

- le numéro et la date du marché ainsi que le numéro et la date du bon de commande et les références du bon de livraison,
- la désignation exacte du produit livré,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- la date de livraison ou service fait,
- le prix unitaire hors taxes de chaque produit,
- le montant global hors taxes,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant global toutes taxes comprises,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.

**Depuis le 1er janvier 2017, le titulaire doit déposer ou saisir ses factures et les pièces justificatives nécessaires s'y rapportant sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 et selon le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les professionnels qui émettent des factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs ; à compter du 1er janvier 2020 : la facture électronique est obligatoire y compris pour les micro-entreprises.

**De ce fait, le GHT 72 attire l'attention du titulaire du marché sur le fait que toute facture devra être déposée sur Chorus Pro conformément à la réglementation indiquée ci-dessus.**

**Par conséquent, toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.**

**Le centre de gestion à indiquer est : PHARM**

## **ARTICLE 26 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

## **ARTICLE 27 : MODIFICATION DU MARCHE**

### **27-1 – Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen ci-après définie.

En effet, dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent accord cadre, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent accord cadre.

Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

### Modalités de la modification

Un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent accord cadre.

Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent accord cadre en intégrant les prestations par la notification d'une « modification à l'accord cadre » au titulaire. Cette modification à l'accord cadre précisera le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation, le lieu d'exécution.

### **27-2 – Prestations supplémentaires en cours de l'accord cadre**

En application des dispositions de l'article R.2194-3 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent accord cadre ayant pour objet des fournitures ou prestations supplémentaires jusqu'à la limite de 50 % du montant de l'accord cadre.

### **27-3 – Substitution d'un nouveau titulaire**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-6 du Code de la Commande Publique, le marché public peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire **se substitue au** titulaire initial du marché public, dans l'un des cas suivants :

- 1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option conformément aux dispositions de l'article R. 2194-2 du Code de la Commande Publique ;
- 2° Dans le cas d'une cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

### **ARTICLE 28 : CONDITIONS DE RESILIATION**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le chapitre 6 : "Résiliation" du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services.

### **ARTICLE 29 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent cahier.

### **ARTICLE 30 : LITIGES**

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute

action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes  
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111  
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DIRECCTE des pays de la Loire  
22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES CEDEX 1  
☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79  
paysdl.ccira@direccte.gouv.fr  
<http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/>

-----